

19 mars 62 : indignité nationale pour Hollande

written by Christine Tasin | 19 mars 2016



La dernière (la plus récente mais hélas pas la toute dernière hélas) provocation de Hollande met le feu aux poudres.

Commémorer le 19 mars 1962, date de l'indignité nationale s'il en fut, voilà qui manquait au traître qui prétend nous gouverner et nous représenter, à notre corps défendant.

Le sondage du Figaro ci-dessus est plus que limpide. On ne peut que regretter de ne pas avoir trouvé ces chiffres de rejet d'un sinistre et incompetent pantin dans les résultats des dernières élections, mais c'est une autre histoire.

Valeurs actuelles vient de lancer une pétition (pour quoi faire, 10 heures avant le 19 mars, sinon pour récupérer des adresses pour son fichier, à vendre ou à échanger -ce n'est pas une attaque de Valeurs actuelles, qui est l'une des rares voix patriotes dans la presse, mais le constat d'un fonctionnement général exaspérant) avec **un beau texte que je vous propose non pas de signer mais de copier pour l'envoyer en masse directement aux maires de votre département et à vos députés. Action infiniment plus efficace qu'une pétition qui arrive rarement à son destinataire. En l'occurrence les 36000 maires de France ont plus de chance d'être touchés convaincus par les demandes directes de leurs concitoyens.**

Oui il faut débaptiser, comme [l'a fait](#) Robert Ménard, les infâmes rues et places du 19 mars 1962 !

19 mars : signez notre pétition contre les commémorations de la honte et du déshonneur !



Rapatriés d'algérie

Une image que François Hollande veut purger de la mémoire française : celle d'une famille chassée d'Algérie après le 19 mars 1962. « La valise ou le cercueil » comme on disait alors...Photo © AFP

Grande pétition nationale

(...) Pour la première fois depuis la fin de la guerre d'Algérie, un Président de la République, François Hollande, a décidé d'assister aux commémorations du 19 mars, alors même que tous ses prédécesseurs, à commencer par François Mitterrand, s'étaient toujours refusés, dans un esprit de concorde, à reconnaître par leur présence, cette date des plus contestables.

Il y a 54 ans, un million de Français d'Algérie subissait en effet un exode dramatique, et plus de 100 000 Harkis et Pieds-Noirs étaient assassinés par le FLN dans l'indifférence générale, pour la plupart après ce « cessez-le-feu » du 19 mars 1962.

En commémorant le 19 mars 1962, François Hollande en plus de jeter le voile noir de l'oubli sur les souffrances d'une partie de ses compatriotes, poursuit sa démarche de repentance vis-à-vis de l'Algérie, qui célèbre le 19 mars comme une victoire, et exige que ne soit reconnue qu'une seule catégorie de victimes.

(...)

C'est la raison pour laquelle, nous invitons le Président de la République, à prendre toute la mesure du trouble et de la colère que la célébration d'une date aussi inique pour la mémoire nationale, et insultante pour celle de milliers de victimes, provoque, et lui demandons solennellement, de prendre les initiatives nécessaires pour revenir sur

l'officialisation de la date du 19 mars 1962.

De la même manière, nous invitons tous les maires, élus, conseillers municipaux, à décider ou à demander que soient débaptisées toutes les rues ou places du 19 mars qui constituent des tâches indélébiles dans nos villes et villages et insultent les consciences et la mémoire françaises.

Il y va de l'unité de la nation, et de l'équité des mémoires.

Les premiers signataires

Thierry Rolando, président national du Cercle algérieniste

Alain Algudo, président du Comité de défense des Français d'Algérie

Jacques Alim, président d'Ajir (Association Justice Information et Réparations) pour les harkis

Jean-Marie Avelin, président du comité Véritas

Gilles Bonnier, secrétaire général du Comité de liaison des Associations nationales des rapatriés

Maurice Calmein, président de SOS Outre-Mer

Bernard Coll, secrétaire général de Jeune Pied-Noir

Denis Fadda, président de France-Afrique

Nicole Ferrandis-Delvarre, présidente de l'association des Familles des victimes du 26 mars 1962

Michel Lévy, président du Groupement national pour l'indemnisation des biens spoliés ou perdus outre-mer

Stéphane Lucci, président de l'Union syndicale de défense des intérêts des Français repliés d'Algérie

Francette Mendoza, présidente de l'Amicale nationale des Enfants de l'Algérois

Claude Poli, président de la Fédération nationale des rapatriés

Claude Rochette, président de l'association Souvenir du 26 mars 1962

Roger Saboureau, secrétaire général de Secours de France

Yves Sainsot, président de l'Association nationale des Français d'Afrique du Nord, Outre-Mer et leurs amis

Jean-Claude Simon, président des Amitiés oraniennes

Susy Simon-Nicaise, présidente de l'Association du Mémorial national des disparus

Jean-Félix Vallat, président de la Maison des agriculteurs et des Français d'Afrique du Nord.

<http://www.valeursactuelles.com/societe/19-mars-non-a-la-commemoration-de-la-honte-et-du-deshonneur-60224>